Décision : QCRC05-00006

Numéro de référence : MD4-12197-1

Date de la décision : Le 24 janvier 2005

Objet : VÉRIFICATION DU COMPORTEMENT

Endroit : Montréal

Date de l'audience: Le 13 janvier 2005

Présent : LÉONCE GIRARD
Commissaire

Personnes visées :

3-M-30035C-958-P COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC
Bureau 1000
545, boul. Crémazie Est
Montréal
(Québec)
H2M 2V1

Demanderesse

R-564464-7 KEMAK TRANSPORT 2002 LTÉE
656, rg St-Amable
Saint-Barnabé-Sud
(Québec)
J0H 1G0

Intimée

Procureur: M^e Luc Loïselle

La Commission des transports du Québec a fait parvenir à KEMAK TRANSPORT 2002 LTÉE, par poste certifiée, un avis d'intention et de convocation en vertu des articles 26 à 38 de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds. Cette entreprise a été convoquée en vue d'évaluer son comportement à l'égard du respect des obligations légales et réglementaires qui lui sont imposées en matière de sécurité routière et de protection du réseau routier dans l'exploitation de véhicules lourds.

Son dossier d'évaluation du comportement a été transmis à la Commission par la Société de l'assurance automobile du Québec en raison de l'atteinte du maximum des points attribués au chapitre de l'implication dans les accidents en vertu de la politique d'évaluation. Par ailleurs, plusieurs infractions ont été commises sous le volet de la sécurité des opérations. Il s'agit de reproches concernant des excès de vitesse (2), un feu rouge et un permis spécial de circulation. Enfin, une infraction aux normes de charges et quelques accidents (5) avec dommages matériels seulement ont également été rapportés.

La Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds permet de modifier la cote d'une personne lorsque les faits démontrent qu'elle a mis en péril ou en danger la sécurité des usagers de la route ou des infrastructures routières. Une modification de cote et son maintien peuvent aussi être assortis de mesures selon les faits démontrés.

La politique d'évaluation et le système de pointage introduits par la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) ne lient pas nécessairement la Commission dans son évaluation du comportement de l'intimée mais constituent plutôt un outil permettant à la SAAQ de déceler des cas problématiques et de les soumettre à la Commission. La Commission, conformément aux dispositions de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds, détermine si l'intimée, par ses agissements ou ses omissions, a mis en danger ou en péril la sécurité des usagers du réseau routier ou a compromis l'intégrité de ce réseau.

Les agissements ou omissions à considérer dans l'évaluation du comportement sont ceux qui ont résulté en une dérogation à l'une ou l'autre des lois mentionnées à l'article 26. Dans son appréciation du comportement, la Commission peut aussi tenir compte des inspections et des contrôles routiers qui ne révèlent aucune irrégularité ainsi que des mesures correctrices mises en place (article 36).

La lecture de ce dernier article montre que la Commission doit aller plus loin que le simple constat d'une série de dérogations dans son évaluation parce que les événements au dossier, les agissements ou les omissions ne donnent qu'une vue partielle du comportement au cours de la période observée. D'autres facteurs doivent donc aussi être pris en considération afin de savoir s'il s'agit là de gestes isolés à l'intérieur d'un comportement habituellement sécuritaire, si ces gestes sont le fruit du hasard ou le résultat de déficiences en matière de

sécurité. Le but recherché par la loi est d'amener le propriétaire et exploitant de véhicules lourds (PEVL) à corriger une situation et redevenir sécuritaire.

La preuve soumise par M^e Luc Loiseau repose sur les documents déposés au dossier dont le rapport de vérification du comportement et ses annexes préparés par le Service de l'inspection et de la vérification, les politiques de l'entreprise et le dossier d'infractions, de même que sur la mise à jour au 22 décembre 2004 (CTQ-1) de ce dossier de l'intimée déposée par la technicienne de la Société de l'assurance automobile du Québec, madame Linda Paquet.

Bien que disponible, l'inspectrice de la Commission ayant produit le rapport au dossier n'a pas été entendue.

Madame Paquet précise la nature des reproches formulés contre l'intimée et fait voir l'évolution du dossier depuis l'institution de la procédure.

Au chapitre de la sécurité des véhicules, aucune mise hors service n'est signalée.

Quant à la sécurité des opérations et à la conformité aux normes de charges, aucune nouvelle infraction ne s'est ajoutée.

Sous le volet de l'implication dans les accidents avec blessés, l'on peut observer qu'un événement n'apparaît plus au dossier en raison de l'écoulement du délai de deux ans inscrit à la politique d'évaluation. Il en va de même pour l'accident avec dommage seulement du 22 octobre 2002.

Monsieur Gérard Leblanc, propriétaire de l'intimée, présente les observations suivantes.

Il déclare que c'est lui qui gère, contrôle et prend les décisions dans l'entreprise.

Bien que son dossier fasse état de trois véhicules lourds, il dit n'en exploiter qu'un seul maintenant et avoir convenu, par contrat de location, d'en confier l'exploitation à une corporation, 9146-3059 Québec inc., propriété d'un de ses chauffeurs précédents, monsieur Pierre Dumont. Monsieur Leblanc constate avoir négligé son entreprise et vouloir minimiser ses pertes en tentant de la céder à un conducteur de confiance. Le contrat passé le premier janvier 2005 témoigne de cette intention et, vraisemblablement, devrait permettre à monsieur Dumont et son entreprise, de montrer un bilan positif justifiant le financement nécessaire à l'achat de l'entreprise vers la fin de l'année en cours.

Il est clair pour monsieur Leblanc que ses autres activités commerciales ne lui laissent pas la disponibilité nécessaire pour gérer efficacement son entreprise de transport. C'est pour cette raison qu'il croit que des difficultés sont survenues

et qu'il souhaite maintenant cesser son exploitation de transport et même se départir de l'entreprise.

Le seul véhicule lourd qu'il fait exploiter par un tiers est muni d'un limiteur de vitesse.

Procédant à donner des informations concernant les accidents survenus, il dit avoir constaté, au moins dans un cas, une négligence de son conducteur qu'il a d'ailleurs congédié.

Bien qu'il ait pris des mesures drastiques à l'égard d'un de ses conducteurs, monsieur Leblanc affirme connaître l'existence de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds mais ne pas en maîtriser toutes les obligations.

Son intention est de permettre à son exploitant de devenir autonome. Par ailleurs, il considère que cet exploitant rencontre toutes les exigences relatives à la sécurité.

Dans ses représentations, M^e Loïselle rappelle l'importance de la sécurité et propose les mesures qui seraient de nature à éviter qu'elle ne soit mise en danger. M^e Loïselle tient compte également de la situation actuelle de l'intimée qui a cessé d'exploiter et propose que les mesures envisagées ne soient imposées qu'à partir du moment où l'on peut convenir qu'elle reprendra son exploitation, le cas échéant.

Pour sa part, monsieur Leblanc accepte l'encadrement envisagé.

La Commission reconnaît qu'il s'agit d'une entreprise de petite taille et que la structure administrative et les systèmes de gestion doivent être adaptés. Toutefois, les dispositions législatives et réglementaires en matière de sécurité ne souffrent pas d'exception. Il y va de l'intérêt public, de la sécurité des usagers de la route et de l'intégrité du réseau routier.

La Commission est d'avis que, par ses agissements et ses omissions, KEMAK TRANSPORT 2002 LTÉE a mis en danger la sécurité des usagers de la route. L'examen des infractions et des événements notés au dossier révèle la présence de danger. En particulier, le type d'infractions (excès de vitesse et feu rouge) amène ce constat. Les accidents survenus montrent de la négligence au niveau du suivi et du contrôle des opérations. De l'opinion de la Commission, ces événements ne sont pas fortuits: ils résultent de déficiences au niveau de la gestion, du contrôle et du suivi et ne sont sûrement pas étrangers au manque de connaissance admis par monsieur Leblanc à l'égard de la sécurité.

L'intimée a certes adopté quelques mesures correctrices, mais l'essentiel de ces mesures est à venir. C'est pourquoi il y a lieu d'accompagner cette entreprise dans ses démarches d'amélioration en tenant compte cependant de son intention de cesser d'exploiter à compter de janvier 2006.

La formation, sans qu'elle soit totalement absente, n'est pas à la hauteur des exigences des opérations de l'entreprise.

Dans une entreprise sérieuse, toutes les informations que l'enquête a révélées auraient dû inciter à être plus vigilant et à se donner davantage de moyens pour éviter les défauts. Un contrôle plus sévère et plus fréquent est sans aucun doute important et absolument nécessaire. De même, une formation additionnelle améliorera les connaissances déficientes.

La Commission reçoit d'ailleurs avec satisfaction la manifestation de la bonne volonté du dirigeant de l'intimée d'accepter de suivre une formation appropriée en vue d'optimiser sa performance à tous égards s'il continue son exploitation.

Pour ces raisons, et compte tenu de l'ensemble de la preuve soumise et de la documentation analysée, la Commission est d'avis qu'il y a lieu de déclarer l'intimée KEMAK TRANSPORT 2002 LTÉE partiellement inapte, de modifier sa cote pour lui attribuer une cote comportant la mention «conditionnel» et de lui imposer, comme l'a recommandé le procureur de la Commission, diverses mesures visant à améliorer son comportement parce qu'elle a mis en danger la sécurité des usagers du réseau routier.

Compte tenu de la déclaration de l'intimée de cesser toute exploitation et de céder son entreprise à un tiers à compter de janvier 2006, les mesures imposées ne seront exécutoires qu'à compter de la fin janvier 2006 et qu'à la condition que l'intimée reprenne ses activités de transport à cette date.

POUR CES RAISONS, la Commission:

- DÉCLARE partiellement inapte l'intimée KEMAK TRANSPORT LTÉE
- MODIFIE la cote de KEMAK TRANSPORT 2002 LTÉE comportant la mention «satisfaisant» et lui attribue une cote comportant la mention «conditionnel»;
- IMPOSE à KEMAK TRANSPORT 2002 LTÉE de prendre les mesures suivantes:

a) suivre un programme de formation auprès d'un expert, d'une institution, d'un centre de formation ou d'une association de transport routier. Cette obligation est imposée aux personnes et porte sur les matières suivantes: